

Distr.  
GÉNÉRALE

CES/SEM.42/5  
28 février 2000

Original : FRANÇAIS

---

COMMISSION DE STATISTIQUE  
et COMMISSION ÉCONOMIQUE  
POUR L'EUROPE

OFFICE STATISTIQUE DES  
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES  
(Eurostat)

CONFÉRENCE DES STATISTICIENS  
EUROPÉENS

COMMISSION ECONOMIQUE ET SOCIALE  
POUR L'ASIE OCCIDENTALE

Réunion de travail commune CEE-Eurostat-CESAO  
sur les statistiques des migrations\*\*  
(Genève, 8-10 mai 2000)

Thème 1

**Sources de données sur les migrations internationales  
dans les pays du Maghreb, limites et potentiel**

Communication sollicitée par la Direction de la Statistique Maroc\*

1. Dans le cadre du projet MED-MIGR, composante fondamentale du programme de coopération statistique euro-méditerranéen MEDSTAT, plusieurs sources de données sur les migrations internationales dans les pays du Maghreb ont été identifiées. Certaines de ces sources, parmi les plus importantes, présentent toutefois des défaillances qui en limitent l'utilisation à, plus ou moins, brève échéance. Des efforts préalables visant à revoir les procédures, voire parfois les supports de collecte, ont été jugés nécessaires pour pouvoir disposer régulièrement de statistiques fiables sur les flux et les stocks de migrants.

2. Malgré certaines différences notamment pour ce qui est du degré de valorisation des sources disponibles, les trois pays du Maghreb présentent sur le fond de grandes similitudes, ce qui devraient permettre d'envisager des programmes communs de mise à niveau des systèmes de collecte et de diffusion des statistiques sur les migrations internationales.

---

\* Préparé par Jamal Bouchachen.

\*\* La présentation et le mode de diffusion des documents seront les mêmes pour cette réunion de travail que pour les séminaires.

**Principales sources identifiées, limites et potentiel**

3. Les recensements de population, réalisés régulièrement par les INS, constituent sans conteste la source de données non seulement la plus importante mais aussi la plus facile à valoriser dans les trois pays du Maghreb. Des questions, notamment, sur le lieu de naissance, le lieu de résidence à un moment fixé dans le passé et la nationalité reviennent en effet régulièrement dans les questionnaires des recensements maghrébins. Leur exploitation à des fins de migrations internationales reste toutefois très partielle et la publication des résultats qui en découlent, rarement entreprise.
4. Les enquêtes auprès des ménages, notamment démographiques ou sur l'activité et l'emploi, ont parfois comporté des volets sur les migrations internationales, mais, de façon générale, la faible taille de leur échantillon constitue un sérieux handicap à toute mesure correcte du phénomène migratoire. Il y a lieu de noter toutefois que certaines enquêtes spécifiques, rares faut-il le souligner, constituent des sources très riches sur les migrations internationales dans certains pays du Maghreb.
5. Le fichier sur les permis de séjour délivrés par les directions générales de la sûreté nationale (ministères de l'intérieur) aux ressortissants étrangers établis dans les pays du Maghreb, à condition d'être régulièrement mis à jour, permet de tenir des statistiques très riches et relativement fiables, tout particulièrement, sur les stocks de migrants. Ces informations quittent rarement les divisions statistiques des ministères de l'intérieur pour une raison très simple à savoir qu'elles ne sont presque jamais demandées par les INS.
6. Les contrats de travail, établis par les ministères de l'emploi, fournissent également des données sur les ressortissants étrangers travaillant dans les pays du Maghreb, ces contrats constituent la plupart du temps une condition nécessaire pour l'obtention du permis de séjour. Loin de fournir des statistiques aussi complètes que ce dernier, les fichiers sur les contrats de travail, à condition d'être bien tenus, peuvent fournir des informations très détaillées et fort utiles sur les travailleurs étrangers, notamment leur statut socioprofessionnelles et leur répartition par secteur d'activités. Les statistiques sur les placements à l'étranger, également disponibles dans les pays maghrébins (agences autonomes et ministères de l'emploi), permettent de disposer d'informations intéressantes sur les Maghrébins placés à l'étranger (saisonniers ou permanents) dans le cadre des conventions entre états, de contrats individuels ou collectifs.
7. Les cartes aux frontières, renseignées obligatoirement par tous les passagers aux frontières (terrestres, maritimes et aériennes) des pays maghrébins, donnent lieu à l'établissement de tableaux statistiques sur les entrées et sorties mensuelles. Généralement une distinction est opérée entre les résidents et les non-résidents d'une part, les nationaux et les étrangers

d'autre part. A la différence des sources précédemment citées, les données émanant de l'exploitation des cartes aux frontières sont le plus souvent publiées dans les annuaires statistiques des pays du Maghreb. Au prix de quelques aménagements, introduction, notamment, d'une question sur la durée de séjour (dans le pays ou à l'étranger), cette source permettait de disposer d'informations intéressantes sur les flux de migrants.

8. Les statistiques consulaires, émanant d'un système dit d'immatriculation mis en place dans les consulats maghrébins à l'étranger, sont élaborées sur la base des différentes prestations fournies à l'étranger aux ressortissants des pays du Maghreb. Quoique comportant plusieurs lacunes qui en limitent l'utilisation, la source consulaire est paradoxalement la plus prisee dans les pays du Maghreb, référence incontournable aussi bien pour les officiels que pour les chercheurs et autres utilisateurs.

**Pour un renforcement de la coordination au sein des systèmes statistiques maghrébins**

9. L'étude approfondie des limites des sources ainsi identifiées renvoie aux contraintes d'ordre administratif et matériel dont souffrent les systèmes maghrébins d'information statistique, et corrélativement à un intérêt, jusqu'à ces dernières années, assez faible pour la collecte et l'exploitation de données sur les migrations internationales. Celles-ci étant de nature plus difficile à saisir et nécessitant, qui plus est, à la fois une coordination, encore défaillante, entre les administrations concernées et des moyens non disponibles, les INS maghrébins semblent avoir fini par les classer parmi les statistiques non prioritaires. Cet état d'esprit fut d'autant plus ancré que les données pourtant disponibles au sein même des INS, des recensements de population notamment, ne furent que très partiellement exploitées et publiées.

10. La mise en place *de circuits de coordination et de communication entre les INS d'un côté et les ministères concernés, tout particulièrement le ministère de l'intérieur*, de l'autre, constitue un défi majeur que les systèmes maghrébins de statistique tentent aujourd'hui de relever. Il s'agit d'exploiter au maximum les possibilités de valorisation des statistiques émanant, notamment, des permis de séjour et des cartes aux frontières qui constituent les sources administratives les plus prometteuses sur les migrations internationales dans les trois pays du Maghreb.

## Annexe

Tableau comparatif des sources de données sur les migrations dans les trois pays du Maghreb

Source	Tunisie	Algérie	Maroc
<b>Permis de séjour</b>	DGSN, données non demandées par l'INS	DGSN, non demandées par l'ONS	DGSN, fournies à la demande (Pb des clandestins)
<b>Cartes aux frontières</b>	DFE, publiées dans l'An. Stat (AN) Pb des sorties Pas d'info. Sur durée de séjour	Publiées dans « données statistiques » et dans « statistiques courantes », mais pas dans l'AS Pas de distinction entre R et NR pour les étrangers Pas d'info. Sur durée de séjour	Publiés dans l'AS Deux types de cartes dont une avec durée de séjour
<b>Placements à l'étranger</b>	ATE, saisonniers/regroupement familial ATCT, d'abord fonctionnaire, ensuite toute personne qualifiée	ANE, Cadre de conventions et accords entre Etats (qualifiées)	Ministère de l'emploi Contrats nominatifs et contrats individuels  Pb de sorties (A. saoudite notamment)
<b>Contrats de travail</b>	DGEM, Travailleurs étrangers en Tunisie (contrats de travail ; permis de séjour) (dix mille en 2 ans)	Ministère de l'emploi, salariés en Algérie (cas particulier Français et Tunisien, sans contrats) Echappent aux statistiques : indépendants, conjoints étrangers d'Algériens  Pb de collecte et de transmission	
<b>Statistiques consulaires</b>	Immatriculations Pb des départs non enregistrés, des binationaux Campagnes d'immatriculation Système Jalia (informatisaion) Confrontation (Pb des binationaux)  Utilisateur officiel: OTE (enquêtes, publication devait devenir annuelle)	Immatriculations Aucune prestation aux irréguliers En cours d'informatisation Pas de différences avec statistiques des pays d'accueil !  Utilisateur: Direction de la protection des nationaux et Conseil national de l'émigration	Immatriculations  Manuel Statistiques sur les clandestins  Utilisateur: Fondation Hassan II

Source	Tunisie	Algérie	Maroc
<b>Recensement</b>	<b>-De 1994</b> Lieu de naissance, Nationalité, résidence 7 ans avant <b>-2004</b> + module sur les départs	<b>-De 1987</b> non publiées <b>-De 1998</b> Nationalité, lieu de naissance, résidence en 1987 <b>-De 2008</b> module sur les départs	<b>-De 1994</b> Pays de naissance, nationalité, lieu de résidence (fête), résidence précédente, durée de résidence <b>-De 2002</b> + module sur les départs
<b>Enquêtes</b>	<b>-1989</b> une seule question, résidence 5 ans avant <b>-1999</b> Plus détaillés, plus module sur les départs (130.000 ménages)	<b>-1983</b> Lieu de naissance <b>-1996</b> Transferts Echantillon faible (6.000 ménages) <b>-NB : enquête 1970.</b>	<b>-1986-88</b> EDN, Solde Mig.: 39.000 <b>-1995</b> Enquête sur la famille <b>-1999</b> Enquête spécifique de l'INSEA
<b>Autre</b>	<b>Etat Civil</b> Bonne couverture	<b>Etat Civil</b> Bonne couverture	<b>Etat Civil</b> Mauvaise couverture pour les décès: 50%

- - - - -